

BRÈVES NUMÉRIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
1er au 31 mars 2025

Sommaire

Fait marquant

- Peter Kyle, le Ministre de la Science, de l'Innovation et de la Technologie britannique a effectué une visite aux Etats-Unis dans un contexte de fortes tensions commerciales

Economie numérique et régulation

- Le gouvernement britannique créé un nouvel organisme pour l'innovation dans le secteur de la défense
- L'Online Safety Bill, la loi britannique sur la sécurité en ligne, est entrée en vigueur

Télécommunications et réseaux

- L'Ofcom publie ses propositions pour stimuler la concurrence et l'investissement dans le secteur de la fibre optique
- L'Ofcom propose des mesures pour le développement de la technologie « direct-to-device », un service de téléphonie mobile par satellite

Données et intelligence artificielle

- L'Institut de sécurité de l'IA britannique crée un fonds de subvention pour encourager la recherche sur les risques de cette technologie
- Le gouvernement britannique définit une nouvelle approche pour mettre en œuvre sa stratégie sur le déploiement de l'IA dans les services publics
- Le gouvernement lance le programme « *AI Accelerator* », visant à renforcer les compétences en IA des ingénieurs travaillant au sein de l'administration britannique
- Le Conseil local de Northumberland a approuvé la construction d'un centre de données financé par l'entreprise américaine *Blackstone*
- L'Université d'Oxford déploie l'outil ChatGPT Edu dans le cadre d'un partenariat avec *Open-AI*

Cybersécurité

- Le gouvernement britannique précise les ambitions de son projet de loi sur la cybersécurité et la cyber résilience
- Le Centre national de cybersécurité britannique a publié de nouvelles orientations sur le risque de piratage quantique
- L'entreprise américaine *IBM* soutient le programme du gouvernement britannique relatif aux compétences cyber

Spatial

- Le Ministre de la Science, de l'Innovation et de la Technologie s'est rendu au Salon spatial *Space-Comm Expo*
- La société allemande OHB investit dans le secteur spatial à Bristol
- Le challenge 'Aqualunar' de l'Agence spatiale britannique a été remporté par le système SonoChem de *Naicker Scientific*
- *Airbus UK* remporte un contrat européen pour la conception d'une plate-forme d'atterrissage pour l'astromobile qui ira sur Mars

Nouvelles technologies

- Le Prix Manchester a été accordé à *Polaron*, pour sa technologie révolutionnaire d'IA dans le domaine du développement des matériaux
- *Innovate UK* annonce un financement de 9 M£ pour la production de semi-conducteurs
- Un hôtel du Lancashire met en place le premier « concierge IA » du Royaume-Uni

Ecosystème tech

- *Wayve* poursuit son « année d'expansion mondiale » avec un lancement en Allemagne
- *Apple* conteste l'ordonnance britannique exigeant la mise en place d'une « porte dérobée » dans son système de stockage de données le plus sécurisé

Fait marquant :

Peter Kyle, le Ministre de la Science, de l'Innovation et de la Technologie britannique a effectué une visite aux Etats-Unis

[Le Ministre britannique Peter Kyle s'est rendu aux Etats-Unis](#) du 18 au 25 mars, afin de plaider en faveur d'un partenariat plus étroit sur l'IA entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis, et mettre en lumière les atouts du R-U auprès des entreprises américaines du secteur.

Peter Kyle s'est [exprimé lors de la conférence annuelle de Nvidia](#), où il a évoqué les mesures prises par le gouvernement britannique pour développer la filière IA au R-U, insistant particulièrement sur les zones de croissance de l'IA (« *AI Growth Zones* »). Pour encourager les acteurs américains à prendre part à leur développement, Peter Kyle a indiqué que ces zones auraient accès à des connexions électriques facilitées, et bénéficieraient d'un système de planification spécifique permettant de réduire le temps pour obtenir des permis de construire.

Lors de ce déplacement, Peter Kyle s'est également entretenu avec de nombreuses entreprises du secteur telles qu'*Open AI*, *Anthropic*, *Nvidia* et *Vantage*, afin de présenter les opportunités d'investissements au Royaume-Uni.

Cette visite vient confirmer la dynamique de rapprochement engagée par les Travailleurs depuis leur arrivée au pouvoir avec les acteurs technologiques américains, notamment visible à travers les 39 Mds£ d'annonces d'investissements d'entreprises américaines dans des centres de données au R-U sur la dernière année, ou plus récemment via le partenariat entre le gouvernement britannique et *Anthropic* pour développer l'IA au sein des services publics.

Par ailleurs, elle fait suite à l'annonce effectuée par le Premier ministre britannique Keir Starmer de placer l'IA « au cœur des relations transatlantiques » en incluant le numérique dans le potentiel accord commercial entre le R-U et les Etats-Unis.

Dans le contexte de tensions commerciales avec les Etats-Unis, la presse indique que les Britanniques [envisageraient d'amender leur taxe sur les services numériques](#), qui continue à être perçue par les Américains comme discriminatoire. Les changements envisagés consisteraient à abaisser le seuil de chiffre d'affaires à partir duquel les entreprises devraient s'acquitter de la taxe, et à réduire le taux applicable, de manière à mieux répartir la charge entre entreprises et inclure des entreprises non américaines – sans pour autant renoncer à une recette fiscale qui a représenté 800 M£ en 2024.

La visite de Peter Kyle aux Etats-Unis illustre donc le souhait des Britanniques de faire évoluer leur « relation spéciale » à l'ère de l'IA.

Economie numérique et régulation

Le gouvernement britannique crée un nouvel organisme pour l'innovation dans le secteur de la défense

Un [nouvel organisme d'innovation en matière de défense sera créé](#) afin de stimuler l'innovation militaire et permettre aux forces britanniques d'accéder à des technologies de pointe. Cette nouvelle unité démontre l'ambition du gouvernement pour réformer la défense et mobiliser ce secteur pour stimuler la croissance économique.

La Chancelière de l'Echiquier Rachel Reeves, le Ministre de la Défense John Healey, et le Ministre au Commerce Jonathan Reynolds ont ainsi rencontré les dirigeants de 15 entreprises de défense britanniques pour discuter du fonctionnement de ce nouvel organisme, destiné à simplifier et rationaliser le système d'innovation au sein du Ministère de la Défense. De nouvelles méthodes de passation des marchés permettront aux entreprises britanniques de développer rapidement des prototypes innovants. Le gouvernement souhaite par ailleurs accroître les investissements dans les startups de défense grâce au Fonds d'investissement stratégique pour la sécurité nationale, et ainsi créer des emplois hautement qualifiés dans tout le Royaume-Uni.

Ce lancement intervient à la suite de l'annonce par le Premier ministre Keir Starmer d'une augmentation durable des dépenses de défense au Royaume-Uni, censées atteindre les 2,5 % du PIB d'ici avril 2027.

L'Online Safety Bill, la loi britannique sur la sécurité en ligne, est entrée en vigueur

Le 17 mars, la [loi sur la sécurité en ligne est entrée en vigueur](#) au Royaume-Uni, permettant à l'[Ofcom](#) d'appliquer les mesures prévues pour protéger les citoyens britanniques des contenus illégaux et des activités criminelles en ligne. Présentée au parlement en mars 2022 et approuvée en novembre 2023, cette réglementation succède au Livre blanc sur les préjudices en ligne publié en avril 2019 sous le gouvernement de Theresa May.

En vertu de l'Online Safety Bill, les fournisseurs de services et plateformes doivent faire une évaluation déterminant dans quelle mesure leurs utilisateurs sont susceptibles de trouver des contenus illégaux (contenus à caractère pédopornographique, terroristes ou d'abus sexuels) sur leurs services, et mettre en place des mesures pour les supprimer.

L'Ofcom a à présent le pouvoir de sanctionner les entreprises ne respectant pas ces nouvelles obligations, notamment en leur infligeant une amende pouvant aller jusqu'à 10% de leur chiffre d'affaires mondial ou 18 M£, le montant le plus élevé étant retenu. De même, le non-respect des exigences des pouvoirs statutaires de l'Ofcom en matière de collecte d'informations sera considéré comme une infraction pénale.

Télécommunications et réseaux

L'Ofcom publie ses propositions pour stimuler la concurrence et l'investissement dans le secteur de la fibre optique

S'appuyant sur le cadre réglementaire introduit en 2021, le régulateur britannique des communications [publie de nouvelles recommandations](#) pour stimuler la concurrence et l'investissement dans le secteur de la fibre optique au Royaume-Uni. L'Ofcom prévoit de maintenir une réglementation favorable à la concurrence pour stimuler la phase finale du déploiement de l'internet haut débit au Royaume-Uni, afin que la couverture en fibre optique atteigne 96% du territoire britannique d'ici 2027 avec une réglementation et un soutien adéquat. Parmi ses recommandations pour réglementer le marché de la fibre optique de 2026 à 2031, le régulateur britannique prévoit de promouvoir la concurrence en donnant accès aux fournisseurs aux poteaux et gaines d'Openreach (entreprise britannique responsable de la gestion et de la maintenance de l'infrastructure de télécommunications fixe au Royaume-Uni), et de déployer la fibre dans les zones rurales. L'Ofcom compte par ailleurs protéger les consommateurs britanniques en plafonnant le prix qu'Openreach peut facturer aux fournisseurs. Le régulateur est également favorable à une transition en douceur des anciennes lignes de cuivre vers la fibre optique, et envisage de ne plus réglementer le secteur d'ici 2031 si une concurrence effective s'est développée. Ces propositions font l'objet d'une consultation jusqu'en juin 2025.

L'Ofcom propose des mesures pour le développement de la technologie « direct-to-device », un service de téléphonie mobile par satellite

L'Ofcom a publié des [recommandations](#) pour que les citoyens britanniques puissent prochainement passer des appels par satellite à partir de leurs smartphones. Grâce à la technologie de pointe « direct-to-device », les satellites spatiaux pourraient envoyer des signaux directement aux smartphones standards, permettant ainsi aux utilisateurs de passer des appels, d'envoyer des SMS et de se connecter à internet lorsqu'il n'y a pas de couverture par les antennes de téléphonie mobile au sol. Toutefois, ces services mobiles par satellite depuis l'espace sont pour le moment réservés à un groupe restreint d'utilisateurs. Etant donné les progrès récents de cette technologie, l'Ofcom propose donc de la diffuser plus largement. Elle viendrait compléter les réseaux terrestres existants, permettant ainsi à l'ensemble du territoire britannique d'avoir accès à une couverture mobile, ce qui bénéficierait en premier lieu aux citoyens et entreprises situés dans des zones rurales ou difficiles d'accès. Cette proposition fait l'objet d'une phase de consultation qui prendra fin le 20 mai prochain.

Données et intelligence artificielle

L'Institut de sécurité de l'IA britannique crée un fonds de subvention pour encourager la recherche sur les risques de cette technologie

L'*AI Security Institute* britannique a lancé le 5 mars le « [Challenge Fund](#) », un fonds accordant des subventions d'un montant maximal de 200 000£ par projet à des chercheurs du monde entier travaillant sur les menaces et risques liés au développement de l'intelligence artificielle. Ce programme doté d'un budget total de 5 M£ vise à soutenir la recherche en matière de sécurité de l'IA afin d'augmenter la confiance du public dans cette technologie et lever les barrières à son adoption. Les recherches soutenues pourront ainsi porter sur la protection des systèmes critiques contre les défaillances, la surveillance humaine des systèmes autonomes, et la prévention de l'utilisation abusive de l'IA dans des domaines essentiels tels que les marchés financiers, les soins de santé, et les réseaux énergétiques. Ainsi, le R-U cherche à travers ce « Challenge Fund » à construire une base de données solide pour comprendre les risques posés par l'IA, mais aussi à renforcer la protection de ses infrastructures critiques.

Le gouvernement britannique définit une nouvelle approche pour mettre en œuvre sa stratégie sur le déploiement de l'IA dans les services publics

Le Ministère de la Science, de l'Innovation et de la Technologie (DSIT) adopte une [nouvelle approche](#) pour accélérer le déploiement des outils d'IA dans les services publics. Faisant le constat que les processus de financement actuels sont trop complexes pour expérimenter de nombreux projets numériques et technologiques au sein de l'administration, le gouvernement souhaite introduire un « état d'esprit startup » pour tester des outils d'IA plus rapidement avec de plus petits budgets. Ainsi, le mode de financement des expérimentations d'IA et des projets numériques dans le secteur public sera assoupli et échelonné. De même, de nouveaux indicateurs de résultats seront mis en place pour évaluer les projets, et si les premières expérimentations sont concluantes, ces derniers pourront être testés à plus grande échelle.

Cette nouvelle s'inscrit dans un contexte où le gouvernement fait du déploiement de l'IA dans les services publics un axe fondamental de sa stratégie, comme le démontrent [les liens étroits établis entre le DSIT et les entreprises américaines Google et Anthropic](#), qui se sont rencontrés au moins 8 fois au cours du dernier trimestre de l'année 2024.

De même, le gouvernement britannique vient de lancer un partenariat avec l'entreprise britannique Faculty AI pour le développement d'un outil d'IA notant les devoirs des élèves à partir de données publiques (programmes scolaires, plans de cours, et évaluations anonymes d'élèves), fondé sur un investissement gouvernemental de 4 M£.

Le gouvernement lance le programme « AI Accelerator », visant à renforcer les compétences en IA des ingénieurs travaillant au sein de l'administration britannique

Ce nouveau [programme](#) mis en place par le gouvernement britannique permettra à 25 ingénieurs en intelligence artificielle issus de différents ministères de renforcer leurs compétences grâce à des hackathons et la résolution de défis gouvernementaux concrets. Des participants du Ministère de la justice, du gouvernement gallois, du gouvernement écossais, ou encore de l'Agence britannique de sécurité sanitaire (UKHSA) prendront part au programme « AI Accelerator », qui comprendra un volet important axé sur l'éthique de l'IA.

Ce lancement fait suite à l'annonce par le Premier ministre de son intention de doubler la main-d'œuvre numérique au sein l'administration britannique, afin de réaliser les 45 Md£s d'économies attendues du déploiement des nouvelles technologies au sein des services publics.

Le Conseil local de Northumberland a approuvé la construction d'un centre de données financé par l'entreprise américaine *Blackstone*

Conformément à la volonté du gouvernement britannique d'accroître ses infrastructures numériques, la société *QTS* appartenant à *Blackstone* vient d'obtenir [l'accord du Conseil local de Northumberland pour construire un centre de données à Cambois](#). Cette nouvelle infrastructure d'une valeur de 10 Md£ devrait créer 1 000 emplois dans le secteur de la construction, ainsi que des centaines d'emploi à long-terme pour l'exploitation du site. Le conseil local de Northumberland prévoit d'utiliser le produit de la transaction foncière pour créer un fonds de 110M£ destiné à stimuler les investissements de long terme dans la région, tandis que la construction de ce centre de données améliorera le développement de l'IA dans le Nord de l'Angleterre.

L'Université d'Oxford déploie l'outil ChatGPT Edu dans le cadre d'un partenariat avec *Open-AI*

Open-AI a annoncé un partenariat de 50 M\$ avec 15 universités, dont [l'Université d'Oxford](#), pour déployer des outils d'IA afin d'accélérer la recherche scientifique. Ainsi, les 3000 membres du personnel et de la communauté de chercheurs de l'Université britannique auront accès aux derniers modèles d'*Open-AI*, notamment o1 et 4o, et à ChatGPT Edu (une version sécurisée de ChatGPT pour le monde universitaire) pour les accompagner dans leurs travaux. Cette initiative s'explique par la volonté de l'Université d'Oxford de renforcer les capacités et compétences en IA de son personnel et de ses étudiants.

Cette collaboration permettra de mettre en œuvre un projet de recherche pilote visant à numériser des documents du domaine public conservés dans les collections des bibliothèques de l'université d'Oxford. Les collections, qui n'étaient pas disponibles en ligne auparavant, deviendront consultables et accessibles aux étudiants et aux chercheurs du monde entier.

Par ailleurs, des subventions de recherche seront accordées par l'intermédiaire de l'initiative NextGenAI d'*Open-AI* aux chercheurs d'Oxford qui travaillent sur des projets de collaboration avec *Open-AI*.

Cybersécurité

Le gouvernement britannique précise les ambitions de son projet de loi sur la cybersécurité et la cyber résilience

Le gouvernement britannique vient de publier une [déclaration politique \(*policy statement*\) précisant les mesures envisagées dans son projet de loi sur la cybersécurité et la cyber résilience](#) annoncé lors du *King's Speech* en juillet 2024. Ces propositions ont été élaborées sur la base d'échanges avec des partenaires internationaux et des enseignements tirés de la mise en œuvre de la Directive européenne NIS2 au sein des Etats membres de l'UE. Ce projet de loi vise à renforcer la sécurité et la résilience des infrastructures et services numériques au Royaume-Uni afin de faire face à une menace cyber de plus en plus importante. Parmi les mesures envisagées, figurent l'inclusion de davantage d'entités dans le champ d'application de la loi (notamment les centres de données), le renforcement des pouvoirs des régulateurs pour garantir l'application des mesures de cybersécurité essentielles, et l'amélioration la notification des incidents cyber, notamment en renforçant les pouvoirs de *l'Information Commissioner's Office* en matière de collecte d'informations. Le gouvernement souhaite enfin veiller à ce que le cadre réglementaire puisse s'adapter à l'évolution constante de la menace cyber.

Le Centre national de cybersécurité britannique a publié de nouvelles orientations sur le risque de piratage quantique

L'agence britannique de cybersécurité (*National Cyber Security Centre*) a publié de [nouvelles orientations](#) recommandant aux entités stratégiques, telles que les fournisseurs d'énergie et de transport, d'introduire une « cryptographie post-quantique » afin de renforcer la résilience des systèmes informatiques. Les méthodes de cryptage actuelles, utilisées pour des opérations bancaires ou la sécurisation des communications notamment, ne seront pas assez robustes face au développement de la technologie quantique. Le Centre national de cybersécurité du Royaume-Uni invite donc les infrastructures nationales critiques et les grandes entreprises à identifier les services qui ont besoin d'une mise à niveau avant 2028, puis effectuer les révisions les plus importantes avant 2031, en vue d'achever la migration vers un nouveau système de cryptage d'ici 2035.

L'entreprise américaine IBM soutient le programme du gouvernement britannique relatif aux compétences cyber

IBM s'est associé au Ministère de la Science, de l'Innovation et de la Technologie (DSIT), et au Centre national de cybersécurité (NCSC), afin de [fournir la plateforme en ligne pour le concours 'CyberFirst Girls'](#), un programme national ouvert aux filles âgées de 12 et 13 ans. L'objectif de ce concours développant les compétences cyber des élèves britanniques est d'encourager les jeunes à travailler dans le secteur de la cybersécurité, tout en promouvant la diversité des profils, et notamment des filles, sous-représentées dans cette filière (17% au R-U).

Spatial

Le Ministre de la Science, de l'Innovation et de la Technologie s'est rendu au Salon spatial Space-Comm Expo

Le Ministre de la Science, de l'Innovation et de la Technologie britannique Peter Kyle [s'est exprimé au Salon aérospatial de Farnborough](#). Il y a réaffirmé la priorité du gouvernement de stimuler la croissance économique et le caractère essentiel du domaine spatial pour répondre à cet objectif. Il a rappelé qu'investir dans ce secteur stratégique était central pour faire face au changement climatique, et à la multiplication des menaces (déchets spatiaux, collisions ou actions d'acteurs hostiles). Peter Kyle a enfin insisté sur l'importance d'établir des partenariats entre les secteurs public et privé pour stimuler l'innovation, sur la volonté du Royaume-Uni d'attirer des investissements internationaux dans le domaine spatial, et sur la nécessaire collaboration avec les partenaires européens, tout particulièrement dans l'enceinte de l'Agence spatiale européenne (*European Space Agency – ESA*). A ce titre, au dernier trimestre de l'année 2024, [les entreprises britanniques ont tiré des revenus records de leurs contrats avec l'ESA](#), d'un montant de 80M€, dans un contexte où le Royaume-Uni ne parvenait pas à tirer pleinement profit de sa contribution. Les gains espérés pour l'économie britannique s'élèvent à plus d'1 Md€, et permettront la création de plus de 3 800 emplois qualifiés au R-U.

La société allemande *OHB* investit dans le secteur spatial à Bristol

[L'expansion d'OHB au Royaume-Uni se poursuit](#) à travers la création d'une nouvelle filiale au Bristol & Bath Science Park, destinée à développer des technologies de pointe dans le domaine des satellites et des engins spatiaux. Cet investissement de plusieurs millions de livres a été annoncé par la Ministre britannique de l'Industrie Sarah Jones à l'ouverture du salon international de l'espace de Farnborough. Considéré comme une victoire majeure pour le pôle aérospatial du Sud-Ouest de l'Angleterre, la création de cette filiale témoigne selon le gouvernement britannique de la confiance des investisseurs étrangers, et permettra de soutenir le « Plan pour le changement » du gouvernement britannique, en créant jusqu'à 50 emplois à Bristol. Cette expansion a été permise par les efforts conjoints du Department for Business and Trade, le cluster 'Space West', Invest Bristol & Bath, et l'Agence spatiale britannique.

Le challenge 'Aqualunar' de l'Agence spatiale britannique a été remporté par le système SonoChem de *Naicker Scientific*

L'*Aqualunar Challenge* est un prix international co-financé par l'Agence spatiale britannique qui vise à encourager le développement de technologies innovantes permettant de rendre viable l'habitation humaine sur la Lune en purifiant l'eau enfouie sous la surface lunaire. Ce dernier a été [remporté par l'entreprise britannique *Naicker Scientific* pour son système SonoChem](#), un micro-onde purifiant l'eau gelée issue du sol de la Lune, la rendant ainsi potable pour les astronautes. Cette technologie permettrait l'installation d'une base avec équipage sur la Lune, l'objectif du programme Artemis, soutenu par l'Agence spatiale britannique et l'Agence spatiale européenne.

Airbus UK remporte un contrat européen pour la conception d'une plate-forme d'atterrissage pour l'astromobile qui ira sur Mars

[Airbus UK vient d'obtenir un financement de 150 M€ de l'Agence spatiale européenne](#) pour achever le système d'atterrissage qui permettra à l'astromobile Rosalind Franklin de se poser sur Mars en toute sécurité en 2030. Il s'agira du premier astromobile de fabrication européenne à explorer la planète rouge dans l'objectif de chercher des signes de vie ancienne et de découvrir comment notre système solaire est apparu. Sous contrat avec la société aérospatiale *Thales Alenia Space* (TAS), qui dirige l'ensemble de la mission ExoMars, les équipes d'*Airbus* à Stevenage concevront les systèmes mécaniques, thermiques et de propulsion nécessaires à la plate-forme d'atterrissage de l'astromobile européen. Ce contrat devrait créer environ 200 emplois hautement qualifiés au Royaume-Uni, attirer des investissements internationaux et stimuler la croissance économique britannique, selon le Ministre du DSIT Peter Kyle.

Nouvelles technologies

Le Prix Manchester a été accordé à *Polaron*, pour sa technologie révolutionnaire d'IA dans le domaine du développement des matériaux

Le gouvernement britannique a [décerné le Prix Manchester à la startup britannique *Polaron*](#) pour son innovation fondée sur l'IA pour accélérer la mise au point de nouveaux matériaux. Le spin-off d'Imperial College London recevra donc 1 M€ du gouvernement britannique pour poursuivre le développement de sa solution d'IA utilisant des images au microscope pour analyser et prédire rapidement les performances des matériaux.

Cette solution permet aux fabricants de créer des matériaux plus solides, plus légers et plus efficaces dans le secteur énergétique, dans les infrastructures et les véhicules électriques. Le Prix Manchester, lancé en 2023, était axé cette année sur « l'IA pour les systèmes énergétiques propres », et a également récompensé les 10 entreprises finalistes d'un financement de 100 000 £.

[Innovate UK annonce un financement de 9 M£ pour la production de semi-conducteurs](#)

Innovate UK, l'agence britannique soutenant les organisations innovantes au Royaume-Uni, vient [d'annoncer un financement de 9 M£ pour un centre de recherche et développement](#) en Ecosse dans l'objectif d'accroître les capacités de production de semi-conducteurs au R-U. Le site de développement sera hébergé par le *National Manufacturing Institute Scotland*, et fournira une ligne d'emballage avancée pour les semi-conducteurs afin d'accélérer le temps de production de ces puces, le faisant passer de plusieurs mois à quelques jours grâce à cette nouvelle technologie. Selon Matt Boyle, Directeur de l'électrification au NMIS, cette nouvelle ligne d'emballage, qui devrait voir le jour dans le courant de l'année, libérera le potentiel de relocalisation de la fabrication des semi-conducteurs au Royaume-Uni. Cette annonce intervient quelques jours après que Peter Kyle ait insisté dans [une interview](#) sur l'importance stratégique de produire des puces sur le territoire britannique, afin de garantir « la résilience et la sécurité » du pays. En parallèle, [une troisième cohorte d'entreprises britanniques du domaine des semi-conducteurs a été choisie](#) pour rejoindre *ChipStart*, un programme d'incubation du gouvernement pour soutenir leur développement et leur croissance. Les sociétés de la deuxième cohorte sont en train de lever plus de 40 M£ d'investissements privés.

[Un hôtel du Lancashire met en place le premier « concierge IA » du Royaume-Uni](#)

Grâce à son association avec la startup londonienne *Inntelo AI*, le *Park Hall Resort and Spa* est devenu le [premier hôtel au Royaume-Uni à adopter un concierge doté d'une IA](#). Accessible par appel téléphonique ou par messagerie WhatsApp, le concierge automatisé travaille aux côtés du personnel de l'hôtel, agissant comme premier point de contact pour les clients, pour répondre à leurs besoins en linge, en service d'étage ou en recommandations locales. La généralisation de cette innovation pourrait fortement impacter le secteur de l'hôtellerie en raison de l'amélioration de l'efficacité opérationnelle qu'elle produirait, qui se plaint par ailleurs d'une augmentation des coûts de la main d'œuvre.

Ecosystème tech

[Wayve poursuit son « année d'expansion mondiale » avec un lancement en Allemagne](#)

L'entreprise britannique de conduite autonome *Wayve* [lance un centre d'essai et de développement sur route à Stuttgart](#). Au-delà d'être un acteur incontournable dans le secteur automobile, l'Allemagne dispose d'un environnement de conduite idéal pour améliorer la technologie d'IA de *Wayve*, grâce à leurs autoroutes à grande vitesse et l'enneigement en hiver. Ce centre se concentrera sur les essais et l'amélioration du système avancé d'aide à la conduite (ADAS) utilisé pour les changements de voie et d'autres manœuvres complexes, et permettra à l'entreprise britannique d'accéder à un vivier de talents locaux dans le domaine de l'ingénierie. Ce développement en Allemagne s'inscrit dans le cadre de « l'année d'expansion mondiale » de *Wayve*, et lui permettra de s'associer aux fabricants automobiles allemands pour déployer sa technologie de véhicules autonomes.

Apple conteste l'ordonnance britannique exigeant la mise en place d'une « porte dérobée » dans son système de stockage de données le plus sécurisé

L'entreprise américaine a lancé un recours devant l'*Investigatory Powers Tribunal*, un organe judiciaire indépendant qui examine les plaintes déposées contre les services de sécurité britanniques, à la suite de la demande du gouvernement britannique d'accéder aux données stockées sur iCloud. Bien qu'Apple ait décidé de retirer du marché son service de protection des données le plus sécurisé (Advanced Data Protection), le gouvernement britannique estime que l'entreprise américaine n'a pas respecté l'ordonnance, qui s'applique également aux données de personnes se trouvant en dehors du R-U. Donald Trump a réagi à cette affaire, comparant la demande du Royaume-Uni à la surveillance chinoise.

Il s'agit du premier recours en justice d'une entreprise face à l'*Investigatory Powers Act*, autorisant les autorités britanniques à briser le cryptage de certaines données. L'affaire pourrait être traitée à huis-clos pour des raisons de sécurité nationale.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Jade Champetier (Attachée numérique), revue par Karine Maillard
Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr